

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le

10 FEV. 2017

Unité Départementale de Maine et Loire
Division Territoriale des Risques Technologiques

Nos réf. : 2017-34_AUTO_CSP EUROPE à Pouancé_RAPR
Vos réf. : transmissions du 20 septembre et du 07 novembre 2016
Affaire suivie par Btissaima LUZET
btissaima.luzet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.41.33.52.74. – Fax : 02.41.33.52.99.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées – Société CSP EUROPE à Pouancé
Fabrication de pièces plastiques – mise à jour de la situation administrative

I – Contexte

Par courriels en date du 20 septembre 2016, du 07 novembre 2016, du 25 janvier et 09 février 2017, la société CSP EUROPE a transmis une demande de mise à jour de sa situation administrative sur son site de Pouancé en réponse aux demandes formulées suite à une visite d'inspection en date du 28 juin 2016.

Pour mémoire sur ce site, la société SOTIRA49 exploitait à POUANCE des installations de fabrication de pièces plastiques composites à destination de l'industrie automobile. Ces activités étaient réglementées par les arrêtés préfectoraux des 4 avril 2005 et 6 juillet 2010.

La société SOTIRA 49 a cessé ses activités le 31 décembre 2012. Un projet de ré-industrialisation partielle du site a conduit à transférer les autorisations de la société SOTIRA49 (arrêtés préfectoraux des 4 avril 2005 et 6 juillet 2010) à la société Continental Structural Plastics (CSP) Europe par courrier de la préfecture du 28 mai 2013.

De ce fait, le site bénéficie des autorisations précédemment accordées à SOTIRA49 pour les rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

– sous le régime de l'autorisation pour les rubriques :

1432-2a : stockage de liquides inflammables, capacité équivalente de 165 m³

2660 : production de mousse de polyuréthane 15 t/an, 800 kg/j

2661-1a : transformation de polymères, 100 t/j

2662-a : stockage de polymères, 2850 m³

2915-1a : procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 200 l
2920-2a : installation de réfrigération ou compression 1300 kW
2940-2a : application de vernis, peintures... 1600 kg/j

– sous le régime de la déclaration pour les rubriques :

1212-4b, 1412-2b, 1414-3, 1433-A-b, 2661-2b, 2263-2b, 2910-A2 et 2921-2

Certaines de ces rubriques ont été modifiées et d'autres supprimées suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 3 mars 2014 pour tenir compte de la classification des substances et mélanges dangereux (règlement CLP de 2008). Il a, par conséquent, été demandé à l'exploitant de se positionner au regard des évolutions intervenues dans la nomenclature des installations classées.

D'autre part, dans la perspective du passage du stade recherche et développement au stade production, il a été demandé à la société CSP Europe de se positionner par rapport à ses autorisations et, notamment sur le maintien partiel ou total des activités précédemment exploitées par SOTIRA. La société CSP Europe occupe une partie de l'ancien site occupé par SOTIRA49 (cf. plan en annexe 1).

II – Synthèse du dossier transmis

Les courriels et documents transmis indiquent :

- la mise à jour du classement des installations du site au regard de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;
- que les tours aéroréfrigérantes précédemment exploitées par SOTIRA49 sont démantelées et sont remplacées. Un certificat de destruction des anciennes tours est joint ;
- que le dépôt de gaz a été démantelé en 2011 par SOTIRA49 et définitivement supprimé,
- l'exploitation du site concerne une emprise de 1200m² (cf. plan en annexe 1) et une seule chaîne de peinture (précédemment 2 chaînes existaient sur le site, l'une d'elles a été démontée et est en cours d'élimination)
- les chaudières soumises à déclaration ne sont plus exploitées par CSP EUROPE.

III – Avis de l'inspection de l'inspection des installations classées

L'examen de l'ensemble des éléments transmis dans le cadre de la mise à jour de la situation administrative du site conduit l'inspection des installations classées à proposer de procéder à l'actualisation du classement du site et de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 04/04/2005 pour tenir compte :

- des évolutions réglementaires (mise à jour du classement (rubriques 3000 et 4000...) ;
- des évolutions intervenues sur le site (suppression du dépôt de gaz, changement d'exploitant, superficie, etc.)

Le site était également soumis, pour la fabrication de polymères et notamment de mousses polyuréthane (rubrique 2660), à la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution dite IPPC abrogée (remplacée par la directive dite IED) et à l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement abrogé. Ainsi, il est désormais soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED et est classé sous la rubrique 3410-h.

V- Propositions de l'inspection des installations classées

CONSIDERANT que la Société CSP EUROPE exploite des installations visées par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société CSP EUROPE a repris partiellement les activités de SOTIRA49 sur le site de Pouancé ;

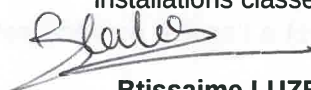

CONSIDERANT que le classement des installations classées de l'établissement nécessite une mise à jour suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées notamment au regard de la directive dite

dite « Seveso III » et de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite « directive IED » transposées dans le code de l'environnement et de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement de mettre à jour certaines prescriptions ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement;

Les prescriptions spécifiques sont proposées en vertu de l'article R512-33 du code de l'environnement. Il est proposé d'autoriser à poursuivre l'exploitation du site de Pouancé sous réserve des prescriptions du projet d'arrêté complémentaire et de les soumettre à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

REDACTEUR L'inspectrice de l'environnement, spécialité installations classées  Btissaima LUZET	VERIFIE, VALIDE et TRANSMIS à Madame la Préfète P/La Directrice et par délégation La chef de l'Unité Départementale de Maine et Loire,  Valérie FILIPIAK
--	--

**ANNEXE 1 : plans annexés (parcellaire et limite de CSP Europe) à l'arrêté préfectoral
complémentaire**

Pouancé plant

janv-17

